

Convention de partenariat

entre

l'Etat

Ministère de la Culture et de la Communication

représenté par le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône
et par délégation par Monsieur le Préfet du département de Vaucluse

et

La Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin

représentée par son Président, Monsieur Francis ADOLPHE

et

La Mairie de Carpentras

représentée par son premier adjoint, Monsieur Serge ANDRIEU

relative à la mise en œuvre pour la période 2015-2017 d'un Contrat Territoire Lecture

Contrat Territoire Lecture 2015-2017

En présentant 14 propositions pour le développement de la lecture le 30 mars 2010, le Ministre de la Culture et de la Communication a voulu marquer sa volonté d'une nouvelle politique ambitieuse en faveur de la lecture. Cette politique doit compléter et renouveler les grands programmes, menés ces dernières années pour la construction de lieux de lecture, qui ont aidé les collectivités territoriales à développer l'offre de lecture publique sur l'ensemble du territoire.

Dans le paysage décentralisé de la lecture publique, l'action du Ministère ne sera efficace que si la réflexion est menée en partenariat avec les acteurs du secteur, en premier lieu les collectivités territoriales, les professionnels des bibliothèques, mais aussi le milieu associatif. Dans ce domaine, l'Etat ne peut pas agir seul, d'où ces 14 propositions ouvertes à l'ensemble des partenaires. Il s'agit de contribuer en commun au développement des pratiques de lecture, modernes et traditionnelles, en adaptant les outils et les services, notamment ceux offerts par le réseau de 16 000 lieux de lecture et d'augmenter sa fréquentation.

Ainsi, constatant les problèmes persistants d'accès à la lecture et de développement de la lecture, l'Etat a fait le choix de proposer aux collectivités un nouveau cadre partenarial dont l'objet principal est d'assurer le développement de la lecture et de l'accès aux usages numériques de la culture.

Ce dispositif prend le nom de « Contrat Territoire Lecture ». Il s'adresse en priorité aux territoires prioritaires au sens de la DATAR, à savoir les territoires ruraux, périurbains et relevant de la politique de la ville.

L'Etat accompagnera financièrement les collectivités qui en auront fait la demande dans la mise en œuvre de ce nouveau dispositif.

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

entre :

- l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication) représenté par le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône et par délégation par le Directeur régional des affaires culturelles,

ci-après dénommé « l'Etat » ;

et

- La Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, dont le siège est sis 1171 avenue du mont Ventoux, C.S 30085, 84203 Carpentras cedex, représenté par Monsieur le Président, Francis ADOLPHE

ci-après dénommée « la collectivité » ;

et

- La Mairie de Carpentras, représentée par Monsieur Serge Andrieu

ci-après dénommé « le partenaire » ;

Article préliminaire : Préambule

Dans le cadre de ses statuts, la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin a pris, en 2006, la compétence facultative sur la lecture publique pour les communes de moins de 10 000 habitants. La définition de l'intérêt communautaire s'est portée sur une compétence partielle : « gestion d'un service itinérant de mise en réseau et d'animation des bibliothèques ».

En 2007, un poste de coordinateur du réseau des bibliothèques a été créé afin d'assurer la mise en réseau informatique de 14 bibliothèques du territoire et de concevoir des programmes d'animations d'intérêt communautaire.

En 2012, un premier CTL a été signé de 2012 à 2014, CTL qui a porté sur la réalisation d'une étude sur les politiques de lecture publique sur le territoire intercommunal, le développement d'actions itinérantes et l'organisation d'une résidence d'illustrateur jeunesse.

Par ailleurs, la collectivité a initié une réflexion portant sur le développement de la lecture sur son territoire avec la volonté affichée de toucher un public plus large, notamment les familles, le publicscolaire, le public jeune en dehors du temps scolaire, ainsi que les publics défavorisés, les publics éloignés de la lecture ou dits « empêchés ».

Dans la continuité du premier CTL, des partenariats sont liés avec des organismes de la Petite Enfance, sociaux et culturels tant au niveau local, régional que national.

La CoVe souhaite à nouveau assurer un travail de coordination d'un projet s'inscrivant dans le cadre de la proposition du Ministère de la Culture et de la Communication visant à développer un

« Contrat Territoire Lecture » dont le contenu est adapté à son action de développement culturel comme à la diversité socioculturelle de son territoire.

Ce « Contrat Territoire Lecture » a fait l'objet d'un travail préparatoire entre les services de l'Etat, le service Culture et Patrimoine de la Communauté d'agglomération, la Bibliothèque Départementale de Prêt de Vaucluse et la bibliothèque Inguimbertaine à Carpentras.

Ce CTL sera élargi à un nouveau signataire qu'est la Mairie de Carpentras pour la Bibliothèque Inguimbertaine.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les engagements et les contributions de chacune des parties dans leurs champs d'interventions respectifs dans le cadre de ce nouveau dispositif, ainsi que les modalités de collaboration et d'échanges au cours des trois années de partenariat.

Article 2 : Eléments de diagnostic territorial

Le Contrat Territoire Lecture repose sur l'analyse attentive de la réalité du territoire que l'on rappelle brièvement ci-dessous :

Etat des lieux social :

Le territoire connaît des problèmes d'insertion et de précarité. Depuis plusieurs années, le constat est alarmant :

- une population en forte augmentation mais vieillissante.
- des personnes en difficultés sociales nombreuses et en augmentation.

Ainsi, par exemple, la part des jeunes non insérés est supérieure à la moyenne nationale, de même que la part des jeunes non diplômés.

La pauvreté est en augmentation : une part importante d'enfants est issue de familles modestes et près d'un habitant sur cinq, âgé de moins de 65 ans, vit sous le seuil de pauvreté.

L'isolement des personnes les plus pauvres et les plus âgées dans les communes rurales les plus éloignées de la ville-centre est également en augmentation.

Etat des lieux de l'offre culturelle :

La CoVe propose de nombreuses actions *dans le domaine du patrimoine* (actions de valorisation, collecte de patrimoine immatériel, inventaires photographiques des paysages de la CoVe, Visites en Scène,) ainsi que des événements spécifiques : Journées du Patrimoine, Rendez-vous aux Jardins, etc.

D'une part, dans le cadre des spectacles vivants, la CoVe organise les Soirées d'Automne ainsi que la programmation « Mots et Merveilles » au sein des bibliothèques du territoire.

D'autre part, les communes proposent une programmation culturelle annuelle telle qu'Anim'Art à Carpentras, la salle de la Boiserie à Mazan, Eclats de Scène à Vacqueyras et Sarrians, etc.

De plus, chacune des bibliothèques et médiathèques proposent une programmation spécifique à l'année.

Etat des lieux du réseau de lecture publique :

A ce jour, la lecture publique sur le territoire de la CoVe repose sur un réseau de 14 bibliothèques (dont Caromb qui s'est doté d'une médiathèque aux normes en juillet 2013, Venasque dont le

projet sera prochainement inauguré, Vacqueyras en cours de construction, ...) et la bibliothèque de l'Inguimbertaine, située à Carpentras, en cours de redéploiement dans l'Hôtel-Dieu.

L'action de la CoVe repose aujourd'hui sur :

- un logiciel et un portail documentaire commun aux 14 bibliothèques, en cours de renouvellement, identique et compatible avec celui de l'Inguimbertaine,
- des réunions de réseau et des formations dédiées aux bibliothécaires du réseau et de l'Inguimbertaine, ainsi qu'à des publics spécifiques selon les thèmes (Petite Enfance, Handicap, Numérique,),
- le conseil auprès des communes quant à leur projet de lecture publique et l'évolution de leur bibliothèque,
- l'accompagnement des bibliothécaires, salariés et bénévoles, dans la mise en place d'actions spécifiques (travail sur les propositions d'animations dans le cadre des rythmes scolaires, accompagnement sur des actions « Hors les Murs », propositions d'interventions auprès des crèches,),
- la proposition d'offres d'animations mutualisées : Mots et Merveilles, Science Alors !, accueil d'auteurs et d'illustrateurs, ... en partenariat avec les librairies du territoire et des associations du département.

Etat des lieux des ressources numériques dans les bibliothèques du réseau :

- la bibliothèque de Bédoin met à disposition des liseuses et tablettes à disposition du public et en prêt.
- la médiathèque de Sarrians développe des activités à destination des publics autour des tablettes numériques et des contenus.
- la médiathèque de Caromb, en partenariat avec ECLAT, propose un projet de création numérique sonore à partir d'ateliers d'écriture. Projet qui doit se déplacer dans les différents villages selon les années.

De plus, cinq bibliothèques du réseau (Sarrians, Bédoin, Caromb, Malaucène et Lorient-du-Comtat) participent à l'expérimentation « Vivre connecté » proposée par la BDP de Vaucluse à 18 bibliothèques du département.

Le réseau des bibliothèques participe également aux réflexions et journées de formation proposées par l'Agence Régionale du Livre PACA.

Article 3 : Enjeux du Contrat Territoire Lecture

Dans le cadre de ce projet, la notion de « territoire » signifie les 14 bibliothèques du réseau, 1 société de lecture non membre du réseau à ce jour et la bibliothèque de la ville-centre : l'Inguimbertaine.

L'enjeu pour les bibliothèques du réseau est :

- de proposer des services innovants aux habitants à l'échelle du territoire,
- de développer des services favorisant l'éducation et l'insertion sociale et professionnelle, dans un contexte social alarmant (par ex : 1 enfant sur 4, habitant dans la CoVe, vit en situation de pauvreté).

Le développement de ressources numériques variées en bibliothèque répond à de nouvelles demandes et doit donc favoriser la diversification des publics accueillis :

- le public adolescent et jeune adulte pour l'accès à des applications éducatives et ludiques, des jeux vidéo,
- les publics de structures sociales afin de favoriser l'accès gratuit à des ressources numériques,
- les adultes et jeunes adultes en formation et l'accès à des ressources d'autoformation,
- les personnes en situation d'illettrisme.

Le choix des ressources numériques correspond à plusieurs critères :

- il est complémentaire des acquisitions réalisées et prévues par la BDP de Vaucluse et non pas redondant,
- il est complémentaire des acquisitions prévues par la Bibliothèque de l'Inguimbertaine et réalisé en concertation,
- il s'inscrit dans une démarche de développement de nouveaux publics,
- il s'appuie sur le travail de la BNF en cours dans le cadre de la numérisation et mise à disposition de ressources numériques gratuites.

La politique d'acquisition des ressources numériques devra se penser à l'échelle de l'agglomération.

Article 4 : Objectifs du Contrat Territoire Lecture

Le CTL s'articulera donc autour de deux axes principaux :

1. **La formation des bibliothécaires aux nouveaux outils numériques** : appropriation des outils et des contenus, rencontres de professionnels, etc.

La formation du personnel des bibliothèques, salariés et bénévoles, est essentielle pour la mise en place du projet afin de proposer ces outils et accompagner les usagers dans leurs utilisations de manière efficace et satisfaisante pour l'ensemble des participants.

La formation à l'usage et à la médiation d'outils numériques sera menée en concertation avec la BDP de Vaucluse.

2. **Les actions de médiation auprès des différents publics du territoire** : animations proposées par des FabLab, mise en oeuvre d'action de médiation en lien avec des partenaires éducatifs et sociaux, ateliers de création numériques, etc.

Le développement des services innovants liés au numérique au sein des établissements de lecture public doit nécessairement s'accompagner d'actions en lien avec les publics afin de construire **ensemble** les usages proposés.

Des actions de médiation alliant animation et création seront proposées en itinérance sur le territoire en partenariat avec des acteurs locaux, régionaux et nationaux.

Des liens seront tissés avec les acteurs du secteur (l'Agence Régionale du Livre, Association des Bibliothécaires de France de PACA, La Petite Bibliothèque Ronde, le Labo² du Carré d'Art de Nîmes, ,)

Le projet doit être accompagné par un coordinateur du projet au sein du réseau afin de favoriser sa mise en oeuvre et son développement au sein de l'ensemble des bibliothèques et ceci dans une dynamique de territoire (mise en place de formations, recherches de financement, organisation de visites de bibliothèques, mise en place des partenariats avec les différents partenaires – sociaux,

éducatifs et culturels, actions de communication auprès des habitants de la Communauté d'agglomération , etc.).

Ce poste de coordinateur facilite la mise en place de projets fédérateurs permettant d'améliorer l'attractivité du réseau des bibliothèques sur le territoire.

Article 5 : Engagement des partenaires

Les partenaires s'engagent à mettre tout en œuvre pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le cadre de la présente convention.

L'Etat, la collectivité et les deux partenaires s'engagent à conjointement à :

- assurer le pilotage commun du plan d'action qui sera révisé annuellement, annexé à la présente convention,
- préparer conjointement la liste des partenaires et associations sur le territoire susceptibles d'intervenir dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action, liste qui viendra en annexe de la présente convention,
- assurer une réunion de pilotage annuelle du projet avec les partenaires listés,
- assurer, trois mois au moins avant le terme de la convention, la tenue d'une réunion de bilan et d'évaluation avec les partenaires listés.

L'Etat s'engage à :

- apporter son soutien technique en termes de conseil à la collectivité,
- à mobiliser prioritairement les ressources relatives au concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques municipales et les bibliothèques départementales de prêt.
- assurer le versement des crédits déterminés en fonction de l'évaluation annuelle,
- assurer la communication et la diffusion des bilans annuels d'évaluation ainsi que la synthèse finale,
- assurer la modélisation des expériences, leur mise à disposition et leur suivi pendant deux ans après l'échéance de la présente convention.

La collectivité s'engage à :

- compléter le cas échéant son dossier à la demande de l'Etat (pièces administratives complémentaires, documents d'information complémentaires),
- déposer des évaluations de l'opération auprès de l'Etat et de la DRAC PACA, en année 2 et 3 du partenariat, afin de garantir la poursuite et l'éventuelle réévaluation de l'aide de l'Etat,
- transmettre des bilans et évaluations honnêtes et annuels, mais aussi un bilan global à l'issue des 3 ans de l'opération,
- envoyer sur demande des éléments de suivi en année 4 et 5 du projet afin de garantir la mise à jour des éléments modélisés par l'Etat.

Article 6 : Evaluation

Une évaluation du Contrat Territoire Lecture sera réalisée chaque année par la collectivité en lien avec les partenaires, avec le cas échéant mise à jour ou réévaluation du projet. Le rapport

d'évaluation, transmis à l'Etat, devra être nourri d'éléments concrets et chiffrés, mais aussi d'éléments qualitatifs sur l'impact du programme d'actions mis en œuvre.

Une synthèse globale des trois années sera proposée par la collectivité, avec une portée prospective envisageant la pérennisation du projet sur les années suivantes.

Enfin, ces éléments pourront être complétés d'informations de suivi sur demande de l'Etat pendant deux années après l'échéance de la convention.

Article 7 : Conditions financières

La collectivité et l'Etat s'engagent financièrement à parité en vue de la mise en œuvre du Contrat Territoire Lecture.

L'Etat s'engage également à respecter les engagements financiers pris annuellement à l'issue de la programmation budgétaire sous réserve de l'imputation des crédits programmés. Le versement de la subvention de l'Etat fera l'objet d'une notification et d'un arrêté annuels.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la date de la signature figurant ci-dessous.

Article 9 : Exécution de la convention

Toute modification ne pourra être prise en compte qu'après la signature d'un avenant par les parties. Cet avenant devra notamment déterminer les modifications apportées à la convention. Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

Article 10 : Contentieux

En cas de différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir aux fins de conciliation à la connaissance de l'autre au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception. En cas de désaccord persistant, la présente convention sera interrompue.

Les éventuels litiges résultant de l'exécution de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, en trois exemplaires originaux, le